

## Le catholicisme suisse face au totalitarisme (1933-1945)

par Ruth FIVAZ-SILBERMANN,\* Genève

*Les rapports Ludwig et Bergier, suivis de nombreuses études, ont fait la lumière sur l'attitude des autorités helvétiques envers le national-socialisme et la question des réfugiés. Pour le protestantisme suisse, on dispose du livre de Hermann Kocher, «Rationierte Menschlichkeit» (1996). Mais l'histoire du catholicisme suisse durant cette période critique du XX<sup>e</sup> siècle restait à écrire. C'est désormais chose faite, grâce à l'ouvrage collectif «Schweizer Katholizismus 1933-1945. Eine Konfessionskultur zwischen Abkapselung und Solidarität», sous la direction de Victor Conzemius.<sup>1</sup>*

Une régie remarquable a présidé à l'organisation du volume, qui s'est donné pour but d'éclairer pour la première fois, scientifiquement et sans tabou, les facettes principales de l'Eglise catholique suisse de l'époque : son lien avec l'Eglise de Rome, ses principaux acteurs (à commencer par la population catholique de Suisse, dont on rappelle qu'elle était plus rurale et plus pauvre que la population protestante, et souffrait d'un fort sentiment de minorité). La société catholique, entre les années 1920 et 1950, était densément organisée à tous les niveaux, de la confession aux ministères, en passant par les clubs de jeunesse et la littérature d'édification.

L'enquête porte également sur les relais politiques, sur l'anti-judaïsme (quatre études sont consacrées à l'héritage anti-judaïque de l'Eglise et à la redécouverte du «mystère d'Israël»), sur la responsabilité morale des évêques, sur l'entraide catholique et, *last but not least*, sur la résistance contre les idéologies totalitaires et contre la frilosité xénophobe du gouvernement à l'égard des réfugiés. Le regard des protestants est ausculté, ainsi que le cas particu-

lier du catholicisme genevois face au protestantisme, dans l'étude de Jean-Blaise Fellay s.j., pleine d'érudition et de finesse.

En tête de volume, le rôle des papes. Pie XI commence par signer des concordats avec l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, et finit par condamner sans appel le culte de l'Etat et l'idolâtrie païenne de la race. Quant à Pie XII, à défaut de rouvrir un débat qui ne trouvera son nouveau souffle qu'avec l'ouverture des archives du Vatican, Victor Conzemius relève avant tout sa volonté pacifiste et son impuissance effective, et montre combien tous ses actes semblent avoir été inspirés par la volonté d'éviter des malheurs encore plus grands.

Dans une étude passionnante, Urban Fink examine le rôle de la nonciature de Berne, en particulier à l'époque de Filippo Bernardini (en poste de 1935 à 1953). La diplomatie vaticane se révèle bien au-dessous de la réputation qu'on lui a faite : ses

\* Historienne, R. Fivaz-Silbermann collabore à un programme du Fonds national de la recherche scientifique relatif aux réfugiés à la frontière genevoise pendant la Seconde Guerre mondiale.

messages étaient déchiffrés dès 1940 par les services secrets allemands et italiens. On apprend que Bernardini a servi de relais politique au conseiller fédéral Etter pour museler la presse cléricale suisse dans ses attaques contre l'Allemagne. Mais la nonciature était aussi une plaque tournante pour l'information sur les pays en guerre et sur l'extermination des juifs, surtout dans les pays de l'Est. Elle établissait le contact entre le Vatican et les milieux les plus divers, jusqu'aux services secrets américains en Suisse, et le nonce transmettait fidèlement au Vatican les rapports que le Congrès juif mondial lui remettait sur la situation désespérée des juifs en Allemagne, en Roumanie et ailleurs - ce qui montre, en passant, combien le pape était remarquablement informé des persécutions anti-juives. Bernardini intervint aussi plus d'une fois diplomatiquement pour tenter de secourir des juifs, pas toujours avec succès.



Victor Conzemius.

## Diversité chez les évêques

Le portrait des évêques suisses s'épaissit au fil de l'ouvrage. A l'extrême droite du spectre politique, se situe l'évêque de Sion, Mgr Victor Bieler. A l'autre bout, moins obsédés par l'esprit de «Réduit national» et plus proches de la responsabilité universelle de l'Eglise, on trouve Mgr Alois Scheiwiler à Saint-Gall, qui dénonce l'anti-sémitisme allemand dès les années trente, et Mgr Angelo Jelmini au Tessin, qui relaie dans ses lettres pastorales l'encyclique *Mit brennender Sorge* et s'engage activement pour les réfugiés d'Italie. Le

centre droit, pourrait-on dire, est occupé par Mgr Marius Besson, évêque de Genève, Lausanne et Fribourg. D'un côté, il est préoccupé de ne pas critiquer la politique fédérale du refuge, interdisant aux dissidents, comme l'abbé Journet, de s'exprimer à ce sujet ; de l'autre, il s'occupe avec bienveillance de l'aide aux réfugiés catholiques à travers Caritas et la Mission catholique, jouant à l'occasion le rôle d'intermédiaire entre le Vatican et le CICR. Représenté sur la photo de couverture en train de sourire au Général Guisan - bras armé de saint Nicolas de Flüe, dont la canonisation suivra de peu la fin du conflit ! - Mgr Besson symbolise au fond assez bien le mélange de non-engagement politique et d'engagement humanitaire qui caractérise la Suisse de cette époque.

La leçon de cette attitude est cependant amère : l'œuvre de charité n'a-t-elle pas été fortement vidée de son sens par la non-reconnaissance explicite des crimes contre l'humanité perpétrés par les nazis - qui en redoutaient plus que tout la publicité - et par l'alignement sur une politique d'accueil restrictive ? Aucune protestation de l'Eglise catholique ne s'est élevée en Suisse

contre l'extermination des juifs, même pas en 1944 lorsque deux évadés d'Auschwitz apportèrent la nouvelle de l'anéantissement imminent des juifs de Hongrie. Et les milieux catholiques ne se manifestèrent guère en août 1942 pour protester contre la fermeture de la frontière, alors que les efforts des milieux protestants et juifs ainsi que de la gauche parvinrent à infléchir la sévérité du Conseil fédéral, qui émit des instructions prévoyant une certaine tolérance.

### La presse catholique

La presse catholique suisse est étudiée dans sa réaction aux quatre phénomènes majeurs de l'époque : fascisme ; communisme (si l'URSS est ressentie comme très lointaine, tous les socialismes, véritables ennemis de l'intérieur qui s'opposent à une vision chrétienne corporatiste de l'Etat, sont généralement assimilés au bolchevisme) ; guerre civile espagnole ; national-socialisme allemand, avec son culte du chef et son idéologie raciale.

Face au fascisme, la catholicité suisse est partagée. Le conseiller fédéral Motta reste un fervent admirateur de la politique et de la personne du Duce, mais la presse catholique est dans l'ensemble plutôt réfractaire, voire hostile, à l'idéologie du régime italien, qu'elle condamne à travers les voix du cardinal archevêque de Milan Ildelfonso Schuster - qui était d'origine suisse - et de l'évêque Jelmini. Cette attitude ferme créa les conditions d'un large accueil des réfugiés juifs en septembre 1943, après l'armistice de Badoglio.

La guerre d'Espagne, au contraire, vit l'opinion catholique se jeter en majorité dans les bras de Franco, tant en Romandie qu'en Suisse alémanique. Les Républicains, outre qu'ils étaient de dangereux communistes, n'avaient-ils pas commis d'atrocités massives de prêtres et de religieux, largement rapportés par les médias ? Il fallait

l'indépendance d'esprit et le courage d'un Maritain, suivi par l'abbé Journet, pour s'abstenir de prendre parti et souhaiter la réconciliation des deux camps.

Quant au nazisme, sa réception dans les journaux catholiques alémaniques est ambivalente. Le régime est clairement condamné pour son néo-paganisme, pour sa guerre contre l'Eglise (protestante également), ainsi que pour la répression du parti catholique allemand du centre, très proche du parti conservateur suisse. Mais l'antisémitisme nazi ne semble encourir à aucun moment une condamnation claire : certes, la persécution est dénoncée parce qu'elle frappe aussi des innocents, mais en même temps l'opinion catholique suisse semble unanime à admettre l'existence d'un « problème juif » et approuve la limitation de l'influence des juifs ou du capital juif. Tout en dénonçant l'antisémitisme racial, la presse catholique alémanique adopte donc un antisémitisme social, économique et culturel.

Il aurait été intéressant de compléter ce panorama par une étude du pétainisme et de la politique anti-juive en France dans la presse romande.

### Œuvres d'entraide

Des interviews de témoins proches de la frontière du Reich viennent compléter ce tableau, témoignages qui mettent en évidence le repli sur soi des Suisses : la guerre et les difficultés économiques étaient au premier plan de leurs préoccupations, ainsi que leur statut de minorité. Les totalitarismes ne mobilisaient guère l'opinion, sauf chez quelques extrémistes. Le sort des victimes, juives ou tziganes, non plus. L'enquêteur a été frappé par le fait que personne, parmi ces témoins, n'attendait à l'époque que l'Eglise prenne position sur ces matières.

Jonas Arnold fait l'histoire de l'œuvre d'entraide catholique suisse Caritas. Dans le concert assez bien réglé des œuvres d'en-

traide, qui se fédérèrent en un Office central suisse, Caritas s'occupa, bien sûr, des réfugiés catholiques, tout en poursuivant son aide aux populations locales. Elle se consacra, comme les autres œuvres, à l'aide à l'émigration, puis à l'assistance aux réfugiés. Lorsque cette tâche devenue financièrement trop lourde fut reprise par l'Etat, elle prit en charge les congés des réfugiés et leur procura des places de séjour chez l'habitant.

Caritas fut confrontée, comme toutes les œuvres, à une insuffisance chronique de moyens, en partie parce qu'elle ne souhaitait pas faire beaucoup de propagande pour les réfugiés, qu'elle considérait comme des étrangers devant quitter le pays dès que possible, bien plus que comme les victimes d'une insoutenable violence. Elle se calquait ainsi fidèlement sur les autorités helvétiques. Il est frappant de voir que, pas plus que les autorités ou la presse, elle n'établissait de lien entre les persécutions en chaîne touchant les juifs - et parmi eux beaucoup de « catholiques non-aryens » - et l'arrivée en masse des réfugiés.

Au total, Caritas assura 8,1 % des dépenses de l'Office central pour les réfugiés entre 1933 et 1945, ce qui est peu si l'on pense que les catholiques représentaient 40 % de la population suisse, et peu surtout en regard des 63,4 % assurés par les œuvres d'entraide juives.

## Résistants

Le livre rend encore hommage aux dissidents et aux résistants par la pensée et par les actes, qui ont fait ce que ni l'Eglise ni la société catholique - sauf partiellement les évêques cités plus haut - n'ont fait.

Sans lien entre elles, quelques figures atypiques émergent : le théologien Otto Karrer, qui aida et hébergea de nombreux réfugiés à Lucerne ; Rudolf Roessler, qui lança sans grands moyens, mais avec beaucoup de

conviction, les éditions Vita Nova, publiant entre autres Claudel et Maritain ; Charles Journet, qui argumenta dans *Nova et Vetera* contre le totalitarisme et l'antisémitisme, et dont l'influence, sans jamais traverser la Sarine, fut déterminante en Romandie ; Albert Béguin, fondateur avec Bernard Anthonioz des *Cahiers du Rhône*, publiés chez l'éditeur protestant Hermann Hauser, qui furent un lieu de parole pour les écrivains français résistants, parfois même jusqu'à Vichy !

Et du côté des résistants actifs et oubliés, Fritz Gnädinger à Ramsen (SH), qui protesta contre les refoulements ; l'abbé Albert Membrez de Porrentruy, qui aida et soutint activement les réfugiés ; des Suisses de l'étranger enfin : l'abbé Albert Gross, aumônier dans le camp d'internement de Gurs (Pyrénées-Atlantiques), qui organisa la fuite vers la Suisse de nombreux internés ;<sup>2</sup> les trois moines chartreux Martin Binz, Pius Egger et Adrian Clerc, qui cachaient des juifs au couvent de Farneta près de Lucques et qui furent fusillés par l'armée allemande quelques jours avant la libération ; mère Hildegard Gutzwiller, qui abrita dans son couvent à Budapest 40 femmes juives et plus de 200 réfugiés.

Sans compter la véritable chaîne de solidarité formée par les curés suisses et français proches des deux côtés de la frontière genevoise, qui organisèrent, à leurs risques et périls, des filières de sauvetage pour les fugitifs en danger de mort.

R. F.-S.

<sup>1</sup> Neue Zürcher Zeitung, Zürich 2001, 696 p. En français, *Le catholicisme suisse de 1933 à 1945. Une culture confessionnelle entre repli sur soi et solidarité.*

<sup>2</sup> Cf. **choisir**, n° 497, mai 2001, pp. 14-20.